



En Haute-Garonne, les chocs présidentiels se multiplient, mais l'électro-choc de l'emploi, des salaires, des services publics et du progrès social, c'est pour quand ??

Lettre ouverte de l'UD CGT 31 au Président de la République

Monsieur le Président

Vous venez à Toulouse ce jeudi 9 janvier car entre autre, l'État y serait un exemple du « choc de simplification », au titre de la Modernisation de l'Action Publique que vous avez initiée dans le strict prolongement de la très destructrice Révision Générale des Politiques Publiques de votre prédécesseur (RGPP).

Est-il besoin de rappeler que durant la mandature de Nicolas Sarkozy, avec la RGPP, plus de 150 000 postes ont été supprimés dans les services de l'État, principalement dans les départements. La grande pénurie de moyens et les difficultés engendrées par ces suppressions de postes ont servi de prétexte et de support à des fusions et des restructurations massives de services, que ce soit dans le cadre ministériel comme interministériel. A la fusion des services des impôts et du trésors, à la refonte de la carte judiciaire, à la réforme de l'université, de l'hôpital et bien d'autres sur fond de privatisation et de casse du statut, s'est ajoutée la disparition de la quasi totalité des directions départementales ministérielles fusionnées en trois directions inter ministérielles. S'ajoutent également les restructurations régionales, notamment les DGCCRF, les directions du travail, les services de l'industrie, de l'environnement, de l'Équipement etc....

Si l'on prend l'exemple de la seule direction inter-ministérielle des territoires (ex DDE et ex DDA), plus de 70 postes, soit 24 % de l'effectif, ont été supprimés depuis sa création en 2009. Les sites de proximité de Villefranche, Grenade et Muret ont été fermés, laissant les communes et les usagers en difficulté, sans oublier les agents touchés par ces mesures. Pour 2013, avec 22 suppressions de postes le volume est encore plus important que les années précédentes.

Pour les services de l'État, le changement c'est donc plus de suppressions de postes qu'avant. Ce n'est pas ce que nous avons compris dans vos discours de campagne....**Si la simplification de l'administration de l'État c'est sa disparition, on peut dire que votre orientation est effectivement en bonne voie en Haute-Garonne et que cela justifie votre visite.**

D'autant plus que vous êtes accompagné de Cécile Duflot, laquelle s'est permis d'annoncer de façon unilatérale et sans concertation, qu'elle souhaitait que l'État n'instruise plus les actes d'urbanisme et n'apporte plus l'aide technique aux communes à compter de 2014, le tout au détriment de la loi elle-même ! Nous avons là un bel exemple de simplification....Y compris dans la façon de faire qui devance vos vœux au gouvernement d'utiliser si besoin, l'ordonnance et le décret pour aller plus vite.

Nous n'oublions pas les fermetures de sites aux finances et les suppressions de postes qui ne permettent plus d'assurer l'aide et le conseil aux citoyens et de lutter efficacement contre la fraude des plus fortunés, accentuant de fait l'injustice fiscale. La simplification à la sauce austéritaire ce sont également les inspecteurs du travail menacés dans leur indépendance avec leur capacité de contrôle diminuant alors que les patrons voyous se multiplient. Ce sont la CAF, la CPAM, la CARSAT, pôle emploi..... qui ne peuvent plus répondre aux attentes sociales et qui voient également leur capacité de contrôle et de respect du droit des salariés fortement diminuées.

En conclusion, Monsieur le Président, merci pour la simplification administrative, vous avez raison, la Haute-Garonne est un bon exemple. Les citoyens, les élus locaux et les personnels ont largement payé l'addition et ils vont continuer avec l'acte 3 de la décentralisation qui porte atteinte aux services publics et fonctionnaires territoriaux, ainsi que la poursuite des économies budgétaires de l'État que vous venez de confirmer.

**Le choc de compétitivité et le pacte de responsabilité
s'entre-choquent !**

Pour les citoyens et salariés de Haute-Garonne, le choc tant attendu était celui issu de votre discours du Bourget qui pointait à juste titre la finance comme l'adversaire de l'économie, de l'emploi, des salaires et du progrès social.

Monsieur le Président, pour construire un pacte de responsabilité permettant le choc de compétitivité, il faut donner le pouvoir de décider des choix stratégiques et d'investissement des entreprises aux gens responsables, c'est à dire les salariés qui eux seuls, par leur travail, créent la richesse du pays. Pour cela, il faut effectivement affronter le véritable adversaire qui n'est pas le coût du travail mais celui du Capital et protéger les salariés et leurs représentants par la loi et le code du travail !

Au lieu de cela, depuis 2012, les Haut- Garonnais ont largement pu vérifier à quel point vous avez tourné le dos à vos discours et engagements. Après l'histoire emblématique des Molex, dès le mois de Juillet, 2012, les salariés de Freescale ont assisté à un exercice de style pitoyable de votre ministre du redressement productif expliquant qu'il ne pouvait rien faire pour imposer à la direction du groupe, le repreneur de leur activité pourtant rentable et porteuse d'avenir. Le ministre s'est donc contenté d'implorer le patron licencié et de regarder les machines partir en Chine et les salariés au chômage.

Dès les semaines et mois suivants, Sanofi, Air France, Thalès et bien d'autres ont eu à subir cette avalanche de casse de l'emploi et de destruction des capacités productives du département et du pays. Sans oublier tous les services publics s'enfonçant dans les difficultés et leurs agents de plus en plus nombreux à être victimes de la souffrance au travail.

En plus de leur mobilisation locale et unitaire pour combattre ces choix politiques et économiques, les salariés de Haute -Garonne ont également soutenu la lutte de leurs collègues de tous les départements et entreprises. Parmi eux, ceux de Florange dont la nationalisation n'aurait coûté que le montant annuel de la fraude fiscale de notre département!

En ce début d'année, après la poursuite des fermetures d'entreprises, des licenciements massifs, des pactes de compétitivité, ce sont les Mory Ducros, les salariés d'Alcatel Lucent, de la FNAC, des peintures Gayral, d'Imerys Blajan....qui sont menacés, ainsi que 3000 emplois dans la sous traitance d'Airbus, auxquels s'ajoutent les suppressions dans les services publics.

Il est vrai qu'en terme de difficulté supplémentaire, les salariés et leurs représentants mesurent quotidiennement les dégâts causés par la mise en pratique de la loi d'insécurité de l'emploi adoptée par le parlement après la signature minoritaire de l'accord scélérat inter – professionnel. du 11 janvier 2013. Sans oublier la réforme des retraites de 2010 que vous venez d'aggraver en 2013, en faisant en sorte que pour la première fois dans l'histoire de notre pays un gouvernement de «gauche » allonge l'âge de départ en retraite et fasse chuter le montant des pensions.

Enfin, EADS et sa branche spatiale qui est une des plus représentatives des filières d'avenir que vous nous présentez comme les seules perspectives du redressement de l'économie et de l'emploi, vient elle aussi de passer par les fourches caudines de votre adversaire d'un (seul) jour au Bourget.

Monsieur le Président, la CGT vous souhaite la bienvenue à Toulouse tout en se rappelant de la venue et du discours du candidat à la présidentielle de 2012. La CGT sera présente lors de votre arrivée en espérant que Manuel Valls oublie un peu son mimétisme obstiné avec ses trois prédécesseurs et qu'il permette l'expression républicaine et démocratique des revendications des salariés et citoyens de Haute- Garonne.

Monsieur le Président, la CGT le réaffirme avec force, il faut changer de cap ! C'est urgent et possible pour en finir avec les prédateurs du monde de la finance. La CGT vous réaffirme ses 10 exigences dont vous êtes destinataire, pour le département, pour le pays et plus largement le bien être des peuples. Ces dix exigences permettent l'arrêt des destructions d'emplois, des licenciements boursiers et font de l'emploi, du développement industriel, des salaires, des services publics et de la protection sociale, la clé pour une issue à la crise et le progrès social.

Toulouse le 8 janvier 2014